

Chroniques géopolitiques – Vendredi 17 mai

Les sujets du mois :

- **Sujet 1 : La tournée européenne du président chinois Xi Jinping**

Au cours du mois de mai 2024, le président chinois Xi Jinping s'est rendu dans plusieurs pays européens. Il s'agit de sa première tournée sur le continent depuis 2019, témoignant de relations de plus en plus tendues. Si l'Union européenne tente d'adopter une posture commune au sujet de la Chine, la qualifiant de « partenaire, concurrent stratégique et rival systémique », celle-ci reste fragile. Xi Jinping s'est d'abord rendu en France, où il a pu discuter des grands enjeux européens portés par Emmanuel Macron mais aussi des différentes crises géopolitiques actuelles, l'Ukraine ainsi que le Moyen-Orient. La Serbie, un pays très amical à l'égard de la Chine, et dont le processus d'adhésion à l'Union européenne est difficile (certains sondages mettent en avant qu'une majorité de Serbes seraient contre une adhésion à l'UE), a également reçu la visite de Xi Jinping. La Chine et la Serbie partagent plusieurs points de convergence : tout d'abord leur vision de l'intégrité territoriale des États (la Chine refusant de reconnaître Taiwan et la Serbie le Kosovo), ensuite leur critique à l'égard des États-Unis et de l'OTAN et, enfin, une dimension davantage économique puisque la Chine est actuellement le deuxième partenaire économique de Belgrade. L'intérêt de Pékin dans les Balkans est surtout motivé par sa volonté de poursuivre la mise en place d'une nouvelle route de la soie traversant l'Europe centrale. Un accord de libre-échange a d'ailleurs été passé entre les deux pays en 2023, au grand dam de Bruxelles. Pour terminer, le président chinois s'est rendu en Hongrie. Alors qu'il affiche, avec Viktor Orbán, un discours anti-européen depuis plusieurs années, ce pays d'Europe de l'Est est devenu non seulement une véritable cible pour la Chine dans sa stratégie d'investissement (notamment dans l'automobile et l'électrique), mais également un partenaire de choix dans sa stratégie de promotion des relations entre la Chine et l'Union européenne.

- **Sujet 2 : Un point sur la Nouvelle-Calédonie**

La Nouvelle-Calédonie est un territoire français éloigné de la métropole, ce qui explique en partie le fait que l'intérêt que la France lui porte soit à l'éclipse. L'île a historiquement servi de baignoire, et c'est désormais sa position stratégique, pouvant servir de base en Asie depuis laquelle intervenir dans des crises alentours, qui soutient l'intérêt de la métropole. C'est au moment de la Seconde Guerre mondiale que la Nouvelle-Calédonie a commencé à jouer un rôle géostratégique majeur, le conflit prenant place notamment dans le Pacifique : les Américains y ont installé à l'époque une énorme base pour appuyer leurs actions militaires contre les Japonais. La découverte de réserves de nickel dans le sous-sol est à l'origine de l'intérêt de puissances extérieures telles que la Chine, l'Australie ou les États-Unis (l'entreprise Tesla d'Elon Musk s'y fournissant depuis 2021). D'autre part, différents pays cherchent à exercer une influence sur le territoire néo-calédonien, dont l'Azerbaïdjan ainsi que la Turquie, en tenant des discours anti-coloniaux forts. La Nouvelle-Calédonie fait partie de la liste des territoires à décoloniser de l'ONU. Une forte poussée indépendantiste a eu lieu dans les années 1980, débouchant sur des tensions difficiles à surmonter. Les Accords de Matignon (1988) avaient permis un retour provisoire à la paix sociale, et le président Emmanuel Macron tente désormais de dérouler sa feuille de route sans trop tenir compte des sensibilités sur place. Après les récentes émeutes, il doit trouver une voie de sortie entre concurrences d'influences et dégradation de la situation politique sur place.

- **Sujet 3 : Les ressorts du système Orbán**

Il est intéressant de se pencher sur le paysage politique actuel en Hongrie. Le pays, qui paraît moins libéral qu'il ne l'est réellement, affiche un pluralisme politique se construisant actuellement autour d'une figure politique nouvelle, Péter Magyar, qui incarne une forme d'opposition à Viktor Orbán. Les élections municipales hongroises et les élections européennes, coïncidant pour l'année 2024, devraient donner un aperçu de l'effet de cette nouvelle dynamique.

Thème du mois : Les priorités de la politique étrangère américaine au moment des élections présidentielles

La domination des États-Unis sur le système international est certaine et toujours d'actualité, guidée par des fondamentaux géopolitiques au sens géographique, c'est-à-dire l'importance des territoires et des ressources.

Le hard power des États-Unis, faisant référence à l'expression de sa puissance via les canaux économiques et militaires, est notamment basé sur le fait qu'ils disposent de bases militaires réparties dans le monde entier, beaucoup en Amérique centrale, en Europe, au Moyen-Orient et en Asie. L'Italie est le pays d'Europe où se trouvent le plus de soldats américains. Washington incarne de nouveau le leadership occidental depuis le début de l'année 2022 avec la guerre en Ukraine et son fort interventionnisme dans le conflit, coupant avec la politique isolationniste qui revient régulièrement – et que Donald Trump souhaitait pousser.

Concernant le soft power américain, faisant référence à sa capacité d'exercer son influence via des canaux tels que la culture, il est encore très actif et performant. En l'occurrence, la tournée mondiale de Taylor Swift en est une très bonne illustration, d'autant que la jeune chanteuse constitue une véritable force politique dans la mesure où elle exerce une grande influence sur son public et pourrait, si elle se prononçait, augmenter significativement l'électorat de Joe Biden. Concernant les réseaux sociaux, la lutte d'influence se passe maintenant avec la Chine : un projet de loi demandant à l'entreprise Tik Tok de mettre fin à ses liens avec la maison mère chinoise Bytedance, sans quoi l'application pourrait être interdite dans le pays, a été approuvé par le Sénat.

La politique étrangère américaine est guidée par les notions de liberté du commerce, de liberté d'agir économiquement mais également de défense du monde libre. Pour autant, le territoire étasunien n'est plus considéré depuis le 11 septembre comme vraiment sanctuarisé. Les menaces sont multiples, la montée en puissance du Sud global figurant parmi les premières préoccupations américaines. Dans un article rédigé par William J. Burns pour la revue *Foreign Affairs*, le patron de la CIA évoque divers sujets considérés comme des priorités, principalement le Moyen-Orient, la Chine et la Russie, correspondant aux zones mondiales traversées par des crises dans lesquelles les États-Unis sont impliquées. La lutte contre la désinformation tient également une place importante.

Les questions :

Si Trump était élu, cela pourrait-il avoir une incidence sur la politique menée par les États-Unis vis-à-vis de la Guerre à Gaza ?

Il n'est pas aisé de répondre à cette question, car on a beaucoup de doutes sur la façon dont Trump fixerait ses priorités et travaillerait avec l'administration en cas de deuxième mandat. Donald Trump a certes reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël en 2017 ; il est également le président des accords d'Abraham, adoptant une approche pro-sioniste et mercantiliste sur le sujet israélo-palestinien. Il serait probablement confronté à des obstacles significatifs s'il souhaitait mener une politique aussi expérimentale qu'il l'a fait lors de son premier mandat.

